

commune du mouvement syndical et des ONG sur les droits sociaux fondamentaux, appuyés sur le rapport du Groupe des Sages.

Il faut aussi, comme troisième point, démocratiser la construction de l'Union européenne. La démocratiser et, je dirai, la politiser dans le bon sens du terme en associant mieux les citoyens à cette construction européenne. Dans ce cadre, je dois dire que le rapport que Philippe Herzog a fait adopter dernièrement au Parlement européen est une contribution extrêmement intéressante. Il faut renforcer le rôle du Parlement européen, mais en le renforçant, il faut aussi impliquer plus fortement les parlements nationaux : ils ne doivent pas rester en marge du processus de construction européenne. Il ne faut pas que l'on amène les problèmes européens au niveau des Parlements nationaux uniquement quand il y a des emmerdements. Il faut que la donnée européenne soit une donnée constante, permanente, de l'activité parlementaire.

Tous ces objectifs sur l'emploi, les droits sociaux fondamentaux, la démocratisation ne seront pas atteints par la seule vertu de nos propositions. Il faut donc faire monter la pression. La Confédération européenne des Syndicats veut mobiliser autour de ces objectifs de diverses façons, d'ici le 28 mai, Le 28 mai se tiendra une grande journée d'actions européennes. Nous voulons que dans chaque pays de l'Union européenne, et au-delà, des actions syndicales soient menées pour défendre ces objectifs. Déjà, nous avons rassemblé 300 responsables syndicaux des régions transfrontalières, à Luxembourg, pour discuter de ces objectifs. Bientôt les 17 et 18 février, nous rassemblerons à Lisbonne 300 militantes, femmes syndicalistes, pour parler de la CIG et de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Un nombre important d'initiatives de nos fédérations européennes et de nos confédérations nationales, aboutiront à une grande journée d'actions le 28 mai prochain.

Nous devons, dans ce cadre, multiplier les convergences. C'est pourquoi nous sommes extrêmement heureux d'avoir pu contribuer à cette conférence, car ces convergences sont indispensables à la réussite de nos objectifs.

Daniel Debatisse

Nous allons écouter Madame le Premier ministre, Maria de Lourdes Pintasilgo. Scientifique, Madame le Premier ministre, vous vous êtes engagée très tôt dans l'activité sociale et politique puisque vous avez été présidente du Mouvement international des Etudiants catholiques, puis présidente de la Commission nationale sur le statut de la femme, avant de devenir en 1974, ministre des Affaires sociales puis ambassadeur, membre du Comité exécutif de l'Unesco, Premier ministre, députée européen. Votre engagement politique et social se double d'une intense activité intellectuelle de réflexions et de propositions. Vous êtes membre actif, et souvent vous présidez aux destinées de nombreux groupes de travail, dont la qualité des rapports est reconnue par tous. Notamment, pour ce qui nous préoccupe aujourd'hui, ce rapport de très haute tenue concernant, non seulement l'égalité et la démocratie que vous aviez fait pour le Conseil de l'Europe, mais également celui du Comité des Sages pour une Europe des droits -civiques et sociaux. Je voudrais, avant de vous céder avec plaisir la parole, relever une des phrases de votre introduction à ce rapport. Vous nous dites, en effet : « Pour le Comité, le défi actuel ne consiste pas uniquement à amender telle ou telle disposition des traités. Il s'agit d'un autre souffle, d'une autre ampleur. Il s'agit



d'une véritable refondation de l'Union européenne. » Je suis sûr que, tous, nous allons vous écouter avec beaucoup d'intérêt sur cette refondation de l'Union européenne.

Maria de Lourdes Pintasilgo

Je ne vais pas faire la publicité du rapport dont on m'attribue la paternité. J'ai eu suffisamment d'échos pour savoir que beaucoup de participants l'ont déjà lu ou au moins en ont fait leur profit. Je voudrais seulement souligner que ce rapport n'est pas mon ouvrage exclusif. C'est un groupe de travail absolument exceptionnel qui a été invité à le réaliser par la Commission européenne. Celui qui en est vraiment le maître d'œuvre pratique c'est son rapporteur, Jean-Baptiste de Foucauld. /m

Quand on m'a envoyé le programme de cette journée, je me suis dit que je pouvais, à partir des propos de mon maître Jacques Delors, apporter ma contribution. J'aimerais commencer une phrase que le Président Delors a prononcée il y a quelques mois dans une interview qui me semble extrêmement pertinente : « L'Europe a progressé, mais le monde a changé plus vite que nous. » C'est vraiment là le point de départ. Nous devons nous rendre compte de la vitesse à laquelle le monde a changé, et comment, avec la pesanteur de nos institutions, nous n'avons pas été capables de suivre. Nous n'avons eu que des réponses démodées, datant du XIX^e siècle ou du début de l'industrialisation, sur l'économie, les rapports commerciaux ou la démocratie. /d
J par
Set

Or, à ce stade du développement de l'Europe et des changements internationaux, la seule base juste est de bâtir un édifice tout entier. Cela exige, comme vous l'avez dit dans l'Appel, une Europe sociale et politique. Ce n'est pas un travail qui peut être accompli d'emblée. C'est un travail de longue haleine, qui va nécessiter de débusquer certaines de nos habitudes mentales de même que, pourquoi ne pas le dire, la trop fameuse "bureaucratie", tant au plan national qu'au plan communautaire. Fondation Guider le Futuro
mettre en cause

Je voudrais esquisser quelques-uns des ces changements. Il y a ceux qui demandent une action à court terme, et ceux que l'on peut penser à long terme, mais qui doivent d'ores et déjà entrer dans nos réflexions pour les étapes ultérieures.

Les éléments à court terme dans la construction de l'Europe, d'une Europe qui essaie de rattraper le monde dans ses changements, coïncident avec les grandes lignes du rapport dont j'ai présidé la rédaction. Ce comité avait été invité à travailler surtout sur la Charte sociale des travailleurs, à laquelle le Président Delors a donné toute son énergie. Mais, d'emblée, sept personnes, qui ne se connaissaient pas, ont dit : « non, on ne peut plus penser seulement aux droits sociaux des travailleurs, il faut penser aux droits sociaux de tous, de tous les hommes et de toutes les femmes, en considérant que la distinction entre travailleur et non travailleur ne peut plus rendre compte de la réalité sociale qui se profile devant nous, et pas uniquement à cause du chômage ».

Dans l'immédiat, les ambitions de ce rapport sont apparemment modestes et évidentes. Elles se résument aussi dans un principe : les droits civiques et sociaux sont interdépendants et indivisibles. A mon étonnement, au sein de la Commission européenne, on ignorait que tous nos Etats ont ratifié les pactes internationaux qui sont la traduction en termes de droit international de la Déclaration universelle des Droits de l'homme. Autrement dit d'un côté, le Pacte international des droits civiques et politiques, et, de l'autre, le Pacte international des droits sociaux, économiques et culturels. Une division due, comme nous le savons tous, à la Guerre froide, parce que les uns voulaient /g

seulement la liberté, les autres voulaient seulement l'économique et le social. Deux pactes existent, quand on ne devrait avoir qu'une convention. Ces deux pactes ont le même préambule où il est clairement dit que les droits sont interdépendants et indivisibles. Tout se tient, non pas seulement parce que la logique des choses nous y amène, mais parce qu'~~elles~~ ^{elles} engagent nos Etats également.

Revenons aux traités internationaux des Nations unies, et en particulier le Sommet social de Copenhague. Pour la première fois un document des Nations unies proclamait : « nous nous engageons à ». Dans plusieurs de ces engagements, il ressortait nettement que les droits sociaux étaient aussi importants que les droits civiques et politiques. D'où la naissance d'une citoyenneté au niveau européen, qui est déjà acquise dans la pensée, pas toujours dans la pratique, ~~et je suis bien placée pour le savoir dans mon pays~~. Pour une Union européenne fidèle à nos traditions politiques, la citoyenneté est à la fois civique et sociale. ~~Comme dit souvent mon ami Pierre Trudeau~~ ^{dit souvent que, comme} : « Heureusement qu'il n'y a plus le fantôme du communisme, on peut défendre le social sans être accusé immédiatement d'être un pro-communiste. ~~Avec tout le respect que je dois aux communistes.~~ »

La perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale ne fait que rendre plus urgente une Union européenne à la fois civique et sociale. Ceci nous amène à dépasser l'aspect restreint de la démocratie, centrée sur les seuls droits civiques et politiques, par l'élargissement aux droits sociaux. Il faut faire en sorte que les deux piliers soient représentatifs de la démocratie. Rappelons-nous un certain 18 novembre 1989 à l'Elysée, lorsque tous les Européens ont posé aux pays de l'Est les conditions de leur aide. Il y a avait la liberté, l'Etat de droit, le multipartisme, les élections libres, mais rien sur le social, dans des pays où, plus ou moins bien, deux droits sociaux essentiels étaient en fait réalisés : la santé et l'éducation. Voyez comment la régression s'est produite dans le passage de l'Union soviétique à la Russie.

L'idée de la démocratie ^{uniquement fondée sur les droits civiques et politiques} montre assez vite ses carences. De ce principe, que le rapport a intégré, découle un objectif stratégique auquel on a fait référence ce matin : la nécessité d'une déclaration de droits qui donnerait à l'Union un véritable statut politique et les structures y afférant.

Les difficultés rencontrées pour faire face à certains problèmes politiques dans notre continent, qui nous obligent à reconnaître de facto les Etats-Unis comme les maîtres du monde, montrent à quel point nous avons besoin de ce cadre politique et des instruments qui peuvent l'étayer. Ceci, non pas contre les Etats-Unis en tant que tels, mais, libérés d'un monde bipolaire, nous ne voulons pas d'un monde monopolaire, mais d'un monde multipolaire.

Cet objectif a une traduction immédiate dans notre rapport : l'inclusion, dans l'actuelle révision du Traité, d'un embryon de ce que pourrait être une déclaration des droits, sous la forme d'un titre propre à ces droits déjà répartis dans le Traité. Nous ne voulons pas y inclure des droits nouveaux tout de suite, mais regrouper ceux qui existent déjà ^{dans les traités}. Il ne s'agit pas non plus d'ébaucher une constitution parallèle à celles existantes, d'ailleurs bien différentes entre elles et issues de situations historiques particulières. Nous savons bien que nous construisons quelque chose d'inédit. Cette Union européenne, nous ne savons pas encore quelle forme elle aura, mais ce ne sont pas des individus confinés dans une salle, élus sans doute, qui vont déterminer la nature de cette Union. Ce n'est qu'en faisant du chemin vers cette Union que nous pourrons la construire. Il reste à qualifier son caractère et les moyens d'y parvenir. Je la vois originale, nouvelle, donc inédite. Cette idée d'une déclaration de droits va graduellement, par la participation de tous, tenter de définir la nature politique de cette Union.

Les citoyens ne comprennent pas que la Conférence intergouvernementale ne prenne pas acte des suggestions venant de tout l'espace européen, et qui plaident pour une Europe sociale et politique.

C'est pourquoi, le rapport du Comité des sages a indiqué la nécessité d'entamer, après la CIG, un large processus de consultation démocratique des citoyens européens, élaborant une liste complète de droits et de devoirs sociaux. Il ne s'agit pas de faire un assemblage de nos constitutions. Au contraire, il faut penser à ce que signifie un tel processus et faire un saut qualitatif. Il serait lancé par le Parlement européen avec l'appui de la Commission. Nous ne savons pas ~~si~~ ce processus aura lieu car les documents qui émergent de la CIG ne sont pas très encourageants. Mais, dès maintenant, le Parlement européen a eu la vision et le courage de lancer l'organisation, dans les pays de l'Union, d'une conférence nationale patronnée par les ONG et avec l'appui des anciens membres du Comité des Sages.

Pour permettre à ces idées d'être discutées par le plus grand nombre, il est indispensable que s'y ajoutent les partenaires sociaux traditionnels. Toutes les organisations qui représentent des intérêts et des points de vue d'individus associés sont des partenaires sociaux, car nous ne restons pas uniquement dans le rapport capital-travail, qui était exclusif au début de l'industrialisation.

Mais ce court terme doit être éclairé par le long terme. L'Europe, de ce point de vue, pose d'autres exigences. Si nous en sommes conscients dès aujourd'hui, ~~ce~~ serait très important pour le travail de la Conférence intergouvernementale. ce

La première exigence est celle de l'identité même de l'Europe. On y travaille, certes, et la Commission suscite ici ou là pas mal d'initiatives en ce sens. Notre présence ici en témoigne, venant de différents pays de l'Union européenne. Mais, souvent, les efforts accomplis au plan culturel, là où cette identité est la plus frappante, sont minés par des intérêts nationalistes exacerbés et par une lamentable absence de conscience d'une histoire commune. Laissez-moi faire une parenthèse : j'aime beaucoup la France. Pourquoi ? J'ai eu deux oncles qui ont fait la Première guerre mondiale, et j'avais la maison pleine d'albums, car ils envoyaient chaque semaine à leur sœur, ma mère, une carte postale. J'ai toute une collection de cartes postales de l'époque, et pour moi, la France qui était en guerre, là où mes oncles étaient soldats, était un paradis. J'ai une série de cartes très intéressante : ce sont les batailles de Napoléon. A l'âge de cinq ans, j'ai appris les batailles de Napoléon. Il y a ainsi quelque chose dans l'histoire commune qui me semble extrêmement important.

Nous n'aurons pas d'identité européenne tant que notre parcours historique restera enfermé dans nos anciennes frontières. Elles tombent, mais les idées et le passé, doivent être intégrées à notre histoire personnelle. L'histoire de Napoléon est aussi mon histoire, non pas parce que ses troupes sont allées jusqu'au Portugal et ont fait quelques dégâts, mais parce qu'elles sont représentatives d'une certaine mentalité européenne. La citoyenneté européenne a ~~ici~~ son fondement le plus décisif, car c'est elle qui agit sur les ~~consciences~~ ^{idées} et sur le regard que les autres posent sur nous ou que nous posons sur les autres. mentalité européenne
dans la conscience d'une
communauté

La deuxième exigence concerne le travail. Il nous faut absolument, à cette époque de l'histoire contemporaine, prendre en compte les mutations du monde, et redéfinir le travail. Nous ne sommes plus aux débuts de l'industrialisation, où l'équation de la production se traduisait en des termes capital-travail, matières premières- énergie. J'avais 24 ans quand on étudiait déjà ces choses-là. D'un côté et en amont, l'importance croissante de l'information, plus importante que les matières premières - nous pourrions dire une matière première d'une autre qualité, d'une autre dimension -, et en aval,



l'importance du marketing et, dans le processus même, celle des nouvelles technologies de production. Nous devons prendre en compte ces mutations et voir le travail autrement. Nous pouvons voir une société active, qui va bien au-delà de la société industrielle, et nous conduit à regarder le travail comme une continuité : toute activité sociale y est incluse ; il y a des passerelles entre les différents modes d'activité, indispensables pour prendre en compte les capacités de chacun, les caractéristiques des différentes étapes de la vie qui demandent des activités différentes elles-mêmes. Par ailleurs toute forme de travail, même non rémunéré, doit être reconnue par la société, et nous devons revoir la façon dont nous faisons nos statistiques et nos comptes nationaux. Peut-être est-ce le moment d'entamer ce grand processus de révision de nos instruments.

Dans ce contexte, celui d'une société active, l'allocation de chômage serait transformée en allocation pour le choix d'une activité.

Etroitement lié à une nouvelle conception du travail, il nous faut regarder attentivement le problème nouveau de la deuxième moitié de ce siècle. Je veux parler de la compatibilité entre les responsabilités familiales et les responsabilités professionnelles, pour les femmes et pour les hommes. L'absence d'une telle compatibilité n'est pas sans relation avec la baisse du taux de natalité dans tous les pays, sauf en Suède. Mais il faut savoir que les vies les plus ^{longues} ~~remplies~~ sur ce continent sont celles des femmes entre 22 et 35 ans, par l'accumulation de ces deux types de responsabilités. En outre un rapport de la Commission européenne en 1993 le dit très clairement : une fois terminée la phase intensive auprès des enfants, 80% des personnes de plus de 60 ans ayant besoin de soins sont entre les mains des femmes de leur famille. Il s'agit donc là, nécessairement, d'un changement radical. Dans ces deux cas il doit y avoir des structures collectives. Ce qui est néanmoins en question, c'est un aménagement, voire une modification du travail qui puisse permettre, tant aux hommes qu'aux femmes, de prendre soin des tâches familiales et professionnelles. C'est la révolution à venir qui se fonde sur une flexibilité sociale au service de la vie et non de la compétitivité et du profit. Cette flexibilité peut corriger les conséquences perverses de la flexibilité économique, comme elle suppose aussi un réaménagement de toutes nos structures sociales, économiques et politiques. Le travail s'en trouvera profondément changé.

Un quatrième aspect ^{porte} sur les coûts de l'élargissement de l'Union. Il devient intolérable que notre rapport avec des pays européens soit conçu presque exclusivement ^{en termes} d'aide au développement et à la reconstruction. Nous faisons avec les pays d'Europe centrale et orientale la même erreur qu'avec le Sud : il faut les aider, mais en les écoutant, et on ne le fait pas assez souvent. Nous sommes tous au service de M. Jeffrey Sachs ^{Sachs} avec sa "thérapie de choc", alors que nous devrions avoir autre chose à offrir.

Il nous faut un changement du type de connaissance. On doit dépasser le disciplinaire vertical et entrer dans l'interdisciplinaire, le circulaire, ce qu'un livre de l'Unesco appelle « l'entre-savoir », qui seul permet de regarder les problèmes dans leur vérité et d'en trouver la solution.

Il nous faut aussi une nouvelle économie exigée par le refus de considérer les dégâts dans l'environnement comme externes aux processus économiques. Il faut « internaliser » l'écologie. Je crois beaucoup à la dynamique entre écologie et économie. L'économie doit être modifiée de fond en comble à l'aune de l'écologie, pour aujourd'hui et pour le futur, ~~et ceci en termes écologiques~~. Disons comme Ilya

Prigogine³ ou Michel Serres que même si le pollueur paye, cela

Mon dernier point porte sur les qualités du candidat en campagne de disparité entre les engagements politiques et concrets. Nous sommes des organisations internationales. Nous ne disons vraiment et, d'autre part, pas internationale. C'est pourquoi, République, nous parlions de

semaine dernière, le ministre des Affaires étrangères grec parlait de l'Europe et on se demandait : pourquoi est-ce que plusieurs chefs de gouvernement, qui appuient l'idée de l'Europe sociale et politique, ne s'engagent-ils pas les uns avec les autres pour devenir une véritable force au sein du Conseil européen, et en particulier pendant la Conférence intergouvernementale ? Je ne sais pas quelle est la crainte, mais je vois une bonne volonté chez la plupart alors que, au moment de prendre une décision, il semble, même chez les athées, qu'il y ait un dieu qui va, lui, prendre les décisions. Nous n'avons pas besoin de conseils, ni d'explications : ceux qui gouvernent doivent décider et exécuter. Mais pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Parce que nous fuyons les vrais problèmes.

Je me permets de vous citer un petit passage du prophète Isaïe, que votre grand poète Claudel a utilisé dans *Jeanne d'Arc au bûcher* : « On a donné un livre à quelqu'un qui ne savait pas lire, on lui a dit : lis, et il a répondu : je ne sais pas lire ; on a donné un livre à quelqu'un qui savait lire, on lui a dit : lis, et il a répondu : je ne sais pas lire ». L'Europe, qui sait lire, a la responsabilité de dire : je sais lire, et je veux lire.

Fundação Cuidar o Futuro

Daniel Debatisse

Je me dispenserai de faire le curriculum vitae de M. Trentin. Tout simplement je dirai que l'appel pour dépasser nos frontières que nous a lancé Mme Pintasilgo, Bruno Trentin, dès le départ, le faisait, puisqu'il a commencé par être résistant, à la fois en Italie et en France. Européen convaincu, il a dépassé toutes les frontières des a priori, et c'est un bâtisseur, me semble-t-il, très critique, très lucide, d'idées qui ont toujours été neuves, et toujours prospectives. Je le dis d'autant plus que, étudiant puis enseignant, je n'ai pas hésité, très souvent, à plagier, à piller les idées de Bruno Trentin. Je crois que cet aspect prospectif, qui est chez lui inlassable, vient aussi de son amour pour la montagne.

Bruno Trentin

Je crains de délivrer une préoccupation qui va un peu contre le courant de la réflexion importante des tables rondes de ce matin.

Quand nous faisons la Résistance, il y avait de grandes discussions sur la façon de définir ceux qui ont été l'objet de persécutions par le fascisme et le nazisme. On discutait

[Signature]

Madame,
Je ne comprends pas la deuxième phrase (Il faut réduire la disparité...) du premier paragraphe de cette page 64.

Prigogine³ ou Michel Serres que certains phénomènes physiques sont irréversibles, et que, même si le pollueur paye, cela ne sert à rien, car le mal est fait pour toujours.

Mon dernier point porte sur la question de la gouvernabilité, entre par exemple les qualités du candidat en campagne électorale, et celles du gouvernant. Il faut réduire la disparité entre les engagements internationaux pris dans différents forums, et l'autre politique concrète. Nous sommes pratiquement tous partenaires de plus ou moins 90 organisations internationales. Nous avons un puzzle constitué, d'une part, de ce que nous disons vraiment et, d'autre part, de ce à quoi nous nous engageons dans la communauté internationale. C'est pourquoi, hier, alors que je déjeunais avec mon président de la République, nous parlions de cette réunion et de tout ce qui se fait en Europe. La semaine dernière, le ministre des Affaires étrangères grec parlait aussi de ces questions, et on se demandait : pourquoi est-ce que plusieurs chefs de gouvernement, qui appuient l'idée de l'Europe sociale et politique, ne s'engagent-ils pas les uns avec les autres pour devenir une véritable force au sein du Conseil européen, et en particulier pendant la Conférence intergouvernementale ? Je ne sais pas quelle est la crainte, mais je vois une bonne volonté chez la plupart alors que, au moment de prendre une décision, il semble, même chez les athées, qu'il y ait un dieu qui va, lui, prendre les décisions. Nous n'avons pas besoin de conseils, ni d'explications : ceux qui gouvernent doivent décider et exécuter. Mais pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Parce que nous fuyons les vrais problèmes.

Je me permets de vous citer un petit passage du prophète Isaïe, que votre grand poète Claudel a utilisé dans *Jeanne d'Arc au bûcher* : « On a donné un livre à quelqu'un qui ne savait pas lire, on lui a dit : lis, et il a répondu : je ne sais pas lire ; on a donné un livre à quelqu'un qui savait lire, on lui a dit : lis, et il a répondu : je ne sais pas lire ». L'Europe, qui sait lire, a la responsabilité de dire : je sais lire, et je veux lire.

Fundação Cuidar o Futuro

Daniel Debatisse

Je me dispenserai de faire le curriculum vitae de M. Trentin. Tout simplement je dirai que l'appel pour dépasser nos frontières que nous a lancé Mme Pintasilgo, Bruno Trentin, dès le départ, le faisait, puisqu'il a commencé par être résistant, à la fois en Italie et en France. Européen convaincu, il a dépassé toutes les frontières des a priori, et c'est un bâtisseur, me semble-t-il, très critique, très lucide, d'idées qui ont toujours été neuves, et toujours prospectives. Je le dis d'autant plus que, étudiant puis enseignant, je n'ai pas hésité, très souvent, à plagier, à piller les idées de Bruno Trentin. Je crois que cet aspect prospectif, qui est chez lui inlassable, vient aussi de son amour pour la montagne.

Bruno Trentin

Je crains de délivrer une préoccupation qui va un peu contre le courant de la réflexion importante des tables rondes de ce matin.

Quand nous faisons la Résistance, il y avait de grandes discussions sur la façon de définir ceux qui ont été l'objet de persécutions par le fascisme et le nazisme. On discutait

orth